

COMPLIANCE - CONFORMITÉ

COMMENT PROTÉGER MON ENTREPRISE
CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME ET
LES PRATIQUES DE BLANCHIMENT D'ARGENT ?



TABLE DES MATIÈRES

Qui est Creditsafe ?	3
Comment protéger mon entreprise contre le financement du terrorisme et les pratiques de blanchiment d'argent ?	4
Qu'est-ce que le blanchiment d'argent ?	5
Qu'est-ce que le financement du terrorisme ?	6
Que constatons-nous actuellement ?	7
Être conforme, c'est quoi ?	10
Cadre légal : la loi SAPIN II	11
Qui doit être conforme, et quelles sont les conséquences ?	12
Que faut-il faire en cas de présomptions de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme ?	14
Comment réaliser une vérification de conformité ?	15
L'outil de conformité Creditsafe	16
Le vocabulaire explicatif	19
Nos sources	20



QUI EST CREDITSAFE ?

Chez Creditsafe, nous pensons que chaque entreprise, grande ou petite, devrait avoir accès à des informations commerciales et des solutions de haute qualité, le tout à des prix très compétitifs.

Grâce à nos solutions, vous pouvez accéder aux informations financières et commerciales détaillées de tous vos partenaires commerciaux de manière directe et en ligne, 24h sur 24 et 7 jours sur 7.

En fournissant des informations fiables sur chaque entreprise dans le monde, Creditsafe peut aider les entreprises à optimiser les activités commerciales et réduire les risques de crédit. Plus de 200.000 utilisateurs et 100.000 clients dans le monde font confiance aux informations que nous leurs fournissons pour les 450.000 décisions professionnelles prises quotidiennement. Avec plus de 240 millions de rapports d'entreprise disponibles directement en ligne dans 71 pays, Creditsafe est le fournisseur d'informations commerciales le plus utilisé au monde.

Creditsafe est «le» partenaire des entreprises nationales et internationales.

Évoluant en permanence dans un environnement chaleureux où l'ambiance familiale est primordiale, nous sommes convaincus que nous pouvons également vous aider à courir moins de risque de crédit et à créer plus d'opportunités commerciales.



COMMENT PROTÉGER MON ENTREPRISE CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME ET LES PRATIQUES DE BLANCHIMENT D'ARGENT ?

Le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme sont des sujets très actuels.

Quoi que l'on fasse, ces sujets sont omniprésents dans les médias. Notre objectif, par le biais de ce document, est d'inciter les entrepreneurs à réaliser un contrôle de conformité systématique lors de leurs activités quotidiennes.

Comme démontré, ne pas savoir dans quoi l'on s'engage peut avoir de graves répercussions pour l'entreprise.

Ce document fait également office de guide sur ce qu'il importe de savoir et de connaître en matière de blanchiment et de financement du terrorisme; ce qu'il convient de faire et quelles entreprises et organisations doivent intégrer la conformité.

Lorsque vous savez avec qui vous vous engagez, votre décision de faire des affaires peut changer d'un simple «oui» à un «non» définitif.

Le « Compliance Search » de Creditsafe peut vous aider à prendre une décision éclairée.

QU'EST-CE QUE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ?

Le blanchiment d'argent est la mise en circulation de l'argent provenant de sources illicites et/ou criminelles dans le circuit légal.

L'origine de cet argent peut provenir, par exemple, du crime organisé, du trafic de drogues et d'armes, du commerce illicite de biens et de services, du trafic d'êtres humains, de la fraude fiscale grave et de la fraude fiscale organisée.

En général, le blanchiment d'argent consiste en 3 phases :

- 1. Placement:** le blanchisseur introduit l'argent d'origine illicite dans le système financier en répartissant de grandes quantités d'argent sur différents comptes. (=blanchiment)
- 2. Brouillage:** pendant cette phase, le blanchisseur exécutera une série d'opérations différentes comme des investissements (boursiers), achats, ventes, etc. Ces opérations ont pour but de dissimuler ou brouiller la traçabilité des sommes d'argent.
- 3. Intégration:** les sommes amassées sont investies à nouveau dans des activités économiques légales, telles que : La création de nouvelles entreprises, l'immobilier, les produits de luxe, les voyages de luxe, etc.



QU'EST-CE QUE LE FINANCEMENT DU TERRORISME?

L'accumulation de certains fonds d'origine légale et/ou illégale dans le cadre d'activités terroristes.

Le processus est le suivant :

Si l'argent est d'origine illicite ou criminelle, il convient de revenir un instant sur **la phase de placement** lors du blanchiment d'argent.

La grande différence avec les pratiques de blanchiment se situe au niveau de la relation du financement. Dans le cas du financement du terrorisme, il y a un lien entre les opérations financières et les activités terroristes.

Contrairement au blanchiment, il s'agit la plupart du temps de sommes d'argent moins importantes. Dans le pire des cas, le financement provient de sources légales ou légitimes, ce qui rend le suivi très difficile. C'est pourquoi la phase de placement est moins claire et plus difficile à déceler.

La **phase de brouillage** est, en l'occurrence, bien d'application. Ceci afin d'éviter d'attirer l'attention, d'une part, et afin de garantir et donc de protéger l'identité des donneurs d'ordre et des parties prenantes ou des bénéficiaires, d'autre part.

Les sommes investies, accumulées par le biais de divers canaux, seront finalement utilisées à des **fins terroristes**.

QUE CONSTATONS-NOUS ACTUELLEMENT ?

Dans notre branche, nous constatons que de nombreuses entreprises ne sont pas conscientes qu'elles font, potentiellement, des affaires avec des entrepreneurs, des personnes politiquement exposées et des entreprises qui font l'objet de sanctions spécifiques.

Les entreprises sont-elles conformes ? Les entreprises cherchent-elles à savoir si leurs relations d'affaires sont conformes, est-ce qu'elles ont mis en place un contrôle de conformité ?

Si l'on observe la société d'aujourd'hui, il est évident qu'il s'agit d'un sujet d'actualité, et que les problématiques mentionnées ne sont que la partie émergente de l'iceberg. Selon le Fonds Monétaire international (FMI) les sommes d'argent blanchies et l'argent servant à financer le terrorisme représentent entre 400 et 1.000ers de milliards d'euros. Autrement dit, entre 2,5% et 5% du PIB mondial.

(Source BCE: Quel est la dimension économique du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme?)



L'actualité baigne dans ces problématiques courantes:

Optima, Dexia, Panama Papers, Bahamas Papers, Les îles Vierges, Offshore-leaks, Affaire Snowden, Financements IS, Swissleaks, Ex-président brésilien Lula da Silva et Dilma Rouseff, etc. Les analyses réalisées par la cellule de traitement du renseignement et d'action contre les circuits financiers clandestins (TRACFIN, ou cellule anti-blanchiment d'argent dans le langage courant) sur et pour notre pays ne sont pas non plus anodines.

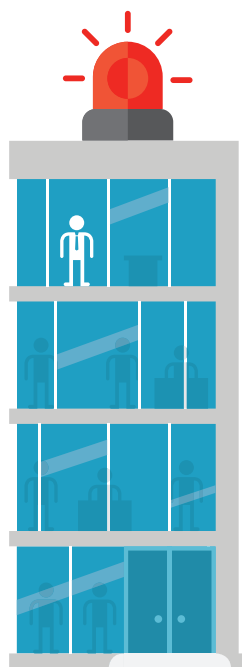
La TRACFIN soutient que les pratiques de blanchiment d'argent en France prennent une forme de plus en plus professionnelle. Elle explique dans son rapport que les différents réseaux professionnels de blanchiment d'argent agissent aujourd'hui comme des prestataires de service, sans que l'on puisse les relier aux procédures de blanchiment.

Le premier constat est le suivant : sur la seule année 2015, la TRACFIN a reçu 45266 informations concernant le blanchiment d'argent, dont 95.5% provenaient de déclarants du secteur privé. Deuxièmement les demandes d'enquêtes sont de plus en plus nombreuses chaque année, avec 10 556 enquêtes réalisées sur 2015 (+8 % par rapport à 2014).

Une tendance qui reste à la hausse, comme l'indique la TRACFIN dans son dossier de presse du 8 décembre 2016 : entre le 1er janvier et le 30 septembre 2016, le flux déclaratif s'est accru de 49 % en comparaison de la même période 2015, marquant ainsi une hausse notable de l'activité du Service dans le cadre de ses missions de lutte contre le blanchiment, le financement du terrorisme (LCB/FT) et les fraudes aux finances publiques.

Enfin, le rapport révèle également que la division de lutte contre le financement de la TRACFIN a traité 534 dossiers (119% de plus qu'en 2014). Ces financements ont donc des liens avec les combattants étrangers partis en Syrie et en Irak ainsi qu'avec les attentats de Paris perpétrés en janvier et novembre 2015 (attentats qui auront mis en lumière la capacité de certains réseaux terroristes à utiliser des schémas de financement déviés et frauduleux).

*(*Rapport Tendances et analyse des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme en 2015 - publié le 07/12/2016 - <http://www.economie.gouv.fr/tracfin/tendances-et-analyse-des-risques-en-2015>)*



Les entreprises doivent-elles se conformer ?

Ces nouvelles tendances entraînent la création de « nouvelles » fonctions au sein des entreprises : les responsables de la conformité légale, les responsables juridiques, les délégués à la conformité, les analystes financiers en conformité légale, etc.

Creditsafe se rallie certainement à cette idée et peut même donner aux entreprises la possibilité de réaliser un «contrôle de compliance».

Nous constatons que de nombreux secteurs ne signalent pas les transactions suspectes et que le gouvernement et les autorités compétentes agissent trop peu pour alerter les entreprises sur cette question. Depuis l'ordonnance du 1er décembre 2016, il est impératif que les services du ministère de l'Économie et des Finances renforcent leur vigilance car "selon le bilan présenté par la TRACFIN, la lutte s'est considérablement accrue depuis un an".

(Source : <http://www.atlantico.fr/pepites/lutte-contre-terrorisme-enquetes-financement-reseaux-en-hausse-119-depuis-2669155.html#JijP16DmBYK113OS.99>)

Aujourd'hui, il est d'une importance capitale de vérifier avec qui vous faites affaires.

Distinguer le bénéficiaire effectif d'une entreprise (ou les personnes qui représentent un statut politique) et vérifier si celles-ci agissent conformément à la loi ont une influence importante au niveau des décisions professionnelles qui sont prises quotidiennement au sein des entreprises.

En étant conforme, un simple oui peut se transformer en «non» réfléchi. Il est évident que personne n'aime faire des affaires avec une personne, un dirigeant ou un entrepreneur qui a une réputation de blanchisseur ; ou une personne qui finance le terrorisme.

Cela nuit notamment à la santé financière, à l'image de l'entreprise et peut conduire à la perte de clients et au non-paiement des biens et des services fournis.

NOUS SAVONS CE QUE VOUS PENSEZ, ÊTRE CONFORME, C'EST QUOI ?

« Compliance » ou « être conforme » sont des notions qui peuvent avoir de nombreuses acceptions dans différents domaines. Nous les avons rassemblées dans la définition suivante, simple et complète, applicable dans le secteur d'activité dit "B2B" :

Le respect des règles de conduite en vigueur, des lois imposées et de la réglementation actuelle, que les institutions gouvernementales compétentes et réglementaires imposent aux personnes physiques, aux dirigeants, aux entrepreneurs et aux entreprises.

Le non-respect de ces règles de conduite imposées peut mener à de lourdes amendes ou sanctions, des révélations publiques et même des peines d'emprisonnement.

Cette gestion mercatique a pour **objectif** de protéger les entreprises, les entrepreneurs et les personnes physiques contre la fraude à l'identité, les pratiques de blanchiment, l'escroquerie financière, les activités financières criminelles et terroristes.



CADRE LÉGAL: LA LOI SAPIN II

Afin de prendre en main et de lutter contre le blanchiment et le financement du terrorisme, une trentaine d'États, dont la France, ont mis en place en 1989, le "**Financial Action Task Force**".

Cet organe international est chargé de formuler les recommandations et d'évaluer les mesures prises par les États membres.

La France est l'un des premiers pays à s'être inquiété du développement de cette délinquance financière et dispose d'un arsenal juridique conséquent et sans cesse perfectionné. Pour lutter contre elle, les mesures et directives suivantes ont été prises :

Du point de vue **préventif**, on trouve ce cadre légal dans " la loi Sapin II : la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique ", et les différentes règles en vigueur.

Quant au cadre **répressif**, on le trouve dans l'article 324-1 du Code pénal. Cet article énonce les différentes sanctions, amendes, peines, etc.



QUI DOIT ÊTRE CONFORME ET QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES?

En première instance, toutes les entreprises, les entrepreneurs et les personnes qui traitent quotidiennement des fonds importants (=leur activité principale). Pensez aux nombreux prêts et crédits qui sont contractés ; les entreprises, les entrepreneurs et les personnes actives dans les crédits à la consommation ; les émetteurs de cartes de crédit ; les entreprises, entrepreneurs et personnes spécialisés dans le crédit-bail ou le leasing ; les casinos et autres organisations de jeux de hasard.

Les institutions financières comme les banques et les assureurs qui sont sous la surveillance de la Banque nationale et de l'Autorité des services et marchés financiers.

Il va sans dire que ces personnes et ces organisations doivent se conformer à la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II (et aux mesures de vigilance dont elle les charge).

Aussi le simple citoyen doit également se tenir à ces directives. Lors de certaines opérations, certaines données d'identification doivent également être fournies afin de contrôler l'authenticité et l'honnêteté.

Par exemple, entre particuliers, si les paiements en espèce ou monnaie électronique ne sont pas plafonnés, il est interdit de réaliser une transaction sans faire d'écrit pour toute somme dépassant les 1500 euros (articles L112-6 et D112-3 du Code monétaire et financier).

Enfin, certaines professions non-financières sont aussi comprises dans le cadre de la loi Sapin II, telles que les entreprises de gardiennage, les géomètres, les agents immobiliers, les négociants en diamants et les métiers actifs dans les transactions immobilières, la gestion de fonds et de comptes, la création de sociétés, etc.

Il y a donc une liste exhaustive de différentes entreprises, de professions et d'activités qui doivent être conformes.

Partant de ce principe et de différents thèmes actuels, Creditsafe pense que tout le monde doit pouvoir réaliser un contrôle de conformité. C'est l'objectif poursuivi par Creditsafe.

La conformité par et pour chaque entrepreneur, afin de découvrir si votre organisation peut subir des dommages en faisant affaires avec des personnes ou des entreprises qui réalisent certaines opérations illicites.



Quelles sont les conséquences possibles ?

En dérogeant aux directives imposées et aux règles de conduite, les instances compétentes peuvent infliger des peines ou des sanctions:

- La divulgation des mesures décidées (comme ce fut le cas avec la BNP Paribas en ce mois de juin 2017) (*Source : http://www.lemonde.fr/economie/article/2017/06/02/lutte-contre-le-blanchiment-bnp-paribas-ecope-d-une-amende-de-10-millions-d-euros_5138107_3234.html*)
- Amendes administratives jusqu'à 1 million d'euros pour la société et à 200 000 euros pour les dirigeants (personnes physiques)
- Jusqu'à 2 ans d'emprisonnement

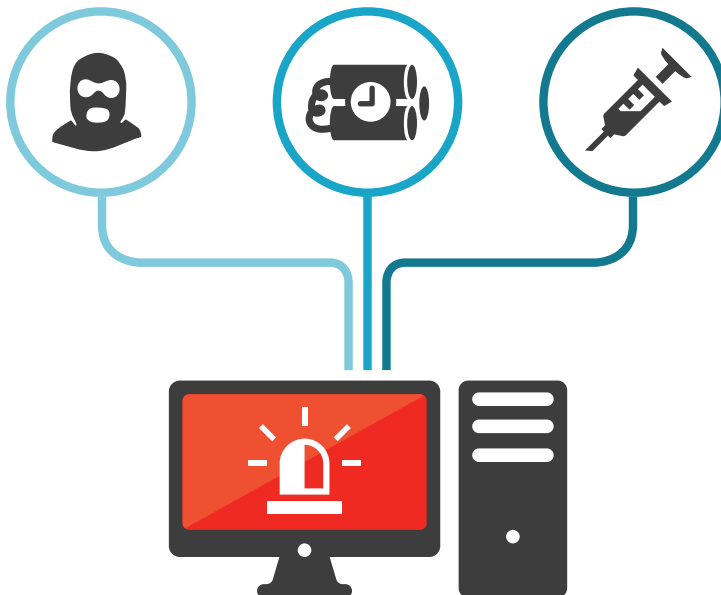
Pour les entreprises qui sont obligées d'effectuer le «contrôle de conformité», il est également important de l'appliquer de manière effective. Si vous n'effectuez aucun contrôle et qu'il s'avère que votre relation de travail a bien été sanctionnée, vous risquez même de ne pas recevoir le paiement de la prestation livrée.

QUE FAUT-IL FAIRE EN CAS DE PRÉSUMPTION DE BLANCHIMENT ET/OU DE FINANCEMENT DU TERRORISME?

«En cas d'anomalie, le décret du 16 juillet 2009 impose de déclarer à la TRACFIN les sommes ou opérations dont ils savent ou soupçonnent qu'elles proviennent. Ils doivent également déclarer toute opération pour laquelle l'identité du donneur d'ordre ou du bénéficiaire effectif ou du constituant d'un fonds fiduciaire ou de tout autre instrument de gestion d'un patrimoine d'affectation reste douteuse ou inconnue.»

(article L. 561-15-II du code monétaire et financier)

Le rôle principal de la TRACFIN est de recueillir, d'analyser et exploiter tout renseignement d'opérations ayant fait l'objet d'une déclaration de soupçon ou d'une information reçue, puis de lancer ensuite des investigations.



COMMENT M'ASSURER DE FAIRE AFFAIRES AVEC UNE PERSONNE HONNÊTE ? COMMENT RÉALISER UNE VÉRIFICATION DE CONFORMITÉ ?

Comme nous l'avons déjà expliqué, l'objectif du contrôle de conformité est d'empêcher les personnes, les entrepreneurs et les entreprises animés de «mauvaises» intentions, telles que le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, puissent se cacher derrière une entreprise, une organisation ou une autre forme ou entité juridique.



Par ailleurs, vous avez peut-être déjà entrepris des démarches nécessaires pour contrôler un partenaire commercial frauduleux, afin d'être en ordre en cas de possibles litiges ultérieurs.

C'est pourquoi nous aimerions vous recommander le Creditsafe Compliance Tool.

Notre outil simple vous aide à réaliser un contrôle de conformité rapide et facile de (nouvelles) relations d'affaires nationales et internationales. Vous obtiendrez les informations d'initié en 1 seul coup d'œil.

Les entrepreneurs peuvent rapidement obtenir des informations au sujet du bénéficiaire effectif (=UBO ou responsable du contrôle final de l'entreprise), s'il s'agit d'une personne politiquement exposée et si ce bénéficiaire figure sur une liste de sanction.

«Cet outil offre une solution aux entreprises de divers secteurs qui ont besoin d'informations sur les UBO. Dans notre base de données exhaustive, ils peuvent rapidement trouver les données nécessaires sur des relations d'affaires potentielles et facilement adapter leur administration à la législation nationale et étrangère. Alors que l'obligation de recherche prenait un certain temps dans le passé, grâce à cet outil, les sources nationales et internationales deviennent plus accessibles pour nos clients, et ce par le biais d'un seul portail.»

Damien Barthélémy,
Managing Director - France & Belux

Avant d'effectuer un contrôle de conformité, examinons les conditions que doit remplir un 'outil de conformité':

- Possibilité de rechercher et de détecter les dysfonctionnements et sanctions actuels négatifs/douteux de la relation d'affaires.
- Possibilité de surveiller les pratiques de blanchiment potentielles.
- Possibilité de réaliser des vérifications ID : contrôler avec qui vous faites affaire, aide à lutter contre la fraude à l'identité.
- Possibilité de réaliser des contrôles PPE (=Personnes politiquement exposées): vérifier si la relation d'affaires ou son bénéficiaire effectif est une personne politiquement exposée.
- Possibilité de réaliser un contrôle sur l'UBO :
 - Qui est le bénéficiaire effectif?
 - Pouvoir déterminer l'origine des capitaux et des fonds.
- Pouvoir demander des informations supplémentaires, comme des documents d'identification.

La base de données Creditsafe est constituée de plus de 14.000 données et relie ses informations aux sources, à l'instar de la BCE, afin que dans le rapport d'enquête, un lien puisse être réalisé entre le propriétaire d'une entreprise et ses antécédents.

Lors du contrôle de conformité, le Creditsafe Compliance Tool examine les critères suivants, tant au niveau national qu'international:

- Réglementation financière
- Sanctions actuelles et sanctions dans le passé
- Résultats des médias défavorables et négatifs
- Application de la législation
- PPE
- Insolvabilités
- Décideurs suspendus
- Registres du commerce





Si vous souhaitez des informations supplémentaires au sujet des pratiques de blanchiment, du financement du terrorisme, du « compliance » et du « Creditsafe Compliance Tool », nous vous renvoyons au lien ci-dessous.

<http://www1.creditsafe.fr/nos-solutions/compliance-conformit%C3%A9/>

Vous pouvez également prendre contact avec nous en nous appelant au **03 20 25 85 50** ou en nous envoyant un mail à contact@creditsafe.fr

Nos conseillers sont présents pour vous donner des informations complémentaires.

VOCABULAIRE EXPLICATIF

PPE (Personnes politiquement exposées):

Ce sont les personnes qui représentent un haut statut (politique). Elles représentent notamment un risque accru d'implication dans la corruption. En d'autres termes si vous êtes amené à faire des affaires avec une telle personne, vous devriez effectuer un contrôle de conformité, dans le cadre de la procédure de diligence. (= procédure de diligence adéquate). Ainsi, vous veillez à être en règle avec la loi en cas d'éventuels litiges ultérieurs.

UBO (Ultimate Beneficial Owner):

Les institutions/organisations/entreprises qui dépendent de la loi sapin II sont obligées de rechercher l'identité du bénéficiaire effectif (=UBO) de leurs relations d'affaires. En d'autres termes, ces institutions sont obligées d'effectuer un contrôle de conformité. Le bénéficiaire effectif est la personne qui peut détenir un intérêt au sein de l'organisation:

- La personne détient au moins 25% du capital et/ou les fonds de l'institution (personne morale)
- Ou la personne détient un droit de vote d'au moins 25% au sein d'une assemblée générale



Pour plus d'informations, vous trouverez ci-dessous la liste de nos sources :

- **Ministère de l'Économie**
 - <https://www.economie.gouv.fr/lutte-contre-financement-terrorisme>
 - <http://www.tresor.economie.gouv.fr/lutte-contre-le-blanchiment-des-capitaux-et-le-financement-du-terrorisme>
 - https://www.economie.gouv.fr/files/dpfinalluttecontrefinancementterrorisme_18mars2015.pdf
- **Groupe d'Action Financière GAFI (Financial Action Task Force)**
 - <http://www.fatf-gafi.org/fr/aproposdugafi/quisommes-nous/>
 - <http://www.fatf-gafi.org/fr/aproposdugafi/quefaisons-nous/>
 - [http://www.fatf-gafi.org/fr/publications/recommandationsgafi/?hf=10&b=0&s=desc\(fatf_releasedate\)](http://www.fatf-gafi.org/fr/publications/recommandationsgafi/?hf=10&b=0&s=desc(fatf_releasedate))
 - <http://www.fatf-gafi.org/publications/mutualevaluations/documents/mutualevaluationoffrance.html>
- **L'Ordre des Experts Comptables de France**
 - <http://www.experts-comptables.fr/>
- **Journal Officiel de l'Union Européenne**
 - <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32015L0849>
- **Cellule Française de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (TRACFIN)**
 - *Qu'est ce que le blanchiment d'argent* : <https://www.economie.gouv.fr/tracfin/blanchiment-0>
 - *Rapport annuel 2015 et tendances* : https://www.economie.gouv.fr/files/rapport_activite_tracfin_2015.pdf - https://www.economie.gouv.fr/files/TRACFIN_analyse_2015.pdf
 - *Les obligations déclaratives* : <https://www.economie.gouv.fr/tracfin/obligations-declaratives-0>
 - <https://www.economie.gouv.fr/tracfin/faqtracfin>
 - <https://www.economie.gouv.fr/tracfin/international-1>
 - <https://www.economie.gouv.fr/tracfin/accueil-international>
 - <https://www.economie.gouv.fr/tracfin/lorganisation>
 - <https://www.economie.gouv.fr/tracfin/pouvoirs-tracfin>
 - <https://www.economie.gouv.fr/tracfin/interlocuteurs-tracfin>
 - <https://www.economie.gouv.fr/tracfin/normes-nationales>
- **FMI**
 - <http://www.imf.org/external/index.htm>
- **Legifrance**
 - <https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000022517561&cidTexte=LEGITEXT00006072026>

- **Code monétaire et Financier**
 - https://www.economie.gouv.fr/files/cmf_decembre2016.pdf
- **Le Monde**
 - http://www.lemonde.fr/economie/article/2017/06/02/lutte-contre-le-blanchiment-bnp-paribas-ecope-d-une-amende-de-10-millions-d-euros_5138107_3234.html
- **L'Atlantico**
 - <http://www.atlantico.fr/pepites/lutte-contre-terrorisme-enquetes-financement-reseaux-en-hausse-119-depuis-2669155.html#JijP16DmBYKI13OS.99>
- **Creditsafe - News**
 - *Compliance*
 - <http://www1.creditsafe.fr/nos-solutions/compliance-conformit%C3%A9/>

Site web : www.creditsafe.fr

Tel : 03 20 25 85 50

Mail : contact@creditsafe.fr

Creditsafe France

122 rue de Tourcoing

59100 Roubaix

SIRET : 48972424500035

